

La sortie du nucléaire, quelle sortie?

Pour une suppression immédiate du nucléaire

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND a décidé l'abandon progressif du nucléaire. L'accord de gouvernement SPD-Verts se profile comme l'accord idéal pour les industriels et les nucléocrates face à l'échec commercial de la filière électro-nucléaire, l'abandon progressif du nucléaire colle à la réalité de cet échec, sa « progressivité » permet à chacun des interlocuteurs (politiques et industriels) de sauver la face, avec une perspective de plusieurs dizaines d'années elle garantit les retours sur investissements et garde ouverte la porte de la filière nucléaire (1).

L'irréversibilité, en acte dans l'accord de gouvernement, de cet abandon du nucléaire, vaut ce que valent tous

les accords de gouvernement... La colère des antinucléaires radicaux allemands face à ce qu'ils estiment être une trahison des Verts ne pèsera guère face à la démobilisation à attendre sur le terrain. Quitte à jouer les tristes augures, cette démobilisation devrait être du même tonneau, toute proportion gardée, qu'en France dans le mouvement antimilitariste, après l'abandon des projets d'extension du camp du Larzac. Certes la « sensibilité » antinucléaire est très forte en Allemagne mais le jeu politique (désamorcer et laisser pourrir) est redoutable quant à ses effets sur un mouvement social.

Laisser pourrir est précisément ce dont il ne peut être question face au nucléaire quand l'incident majeur fait partie du possible et que les déchets radioactifs s'accumulent, sans aucune solution à l'horizon.

La nécessité d'une sortie immédiate du nucléaire

Quand on examine les textes officiels des commissions internationales, européennes et les préoccupations administratives en France, on se rend compte

assez rapidement de l'ampleur possible des désastres nucléaires. Tous ces experts se penchent sur le problème : comment gérer ces catastrophes au mieux des intérêts économiques ? Ce ne sont pas les conséquences sanitaires qui les préoccupent mais le désastre économique et les réactions populaires. Ils se demandent comment anesthésier l'opinion publique qui risque fort de déclencher des « turbulences sociales »... On est loin des risques industriels classiques qui finalement se gèrent assez facilement par nos technocrates. Il est paradoxal de constater que ceux qui redoutent le plus ces « risques nucléaires majeurs » se trouvent pour la plupart chez les « responsables » et très peu parmi les antinucléaires à part quelques individus taxés assez rapidement de « paranoïaques ».

Ces lignes extraites de la lettre du Comité Stop-Nogent, célèbre dans le milieu antinucléaire pour son peu

d'aménité pour les écologistes et le sérieux de son travail (2), éclairent les données du problème : le risque d'accident majeur est toujours là, il hante les responsables du nucléaire et quelques antinucléaires « informés » mais ce risque n'est pas envisagé avec le sérieux nécessaire par la population, même chez les antinucléaires « théoriques » (3). Pourtant les signes d'une fatigue, lourde de conséquences, s'accumulent, sur le parc nucléaire vieillissant dans le monde, tandis que les dernières nées du « génie » français (Civaux et Chooz, paliers N4, soi-disant le plus sûr de tout le nucléaire) sont carrément à l'arrêt à cause de défauts de conceptions à proprement parler inimaginables même pour les plus paranoïaques des antinucléaires paranoïaques.

Il faut être clair : aujourd'hui les annonces sur une sortie progressive du nucléaire par les politiciens sont aussi une couverture politique en cas d'accident grave, une manière de se laver les

mains devant la population au cas où... C'est pourquoi la revendication d'une sortie immédiate du nucléaire est légitime et à proprement parler vitale.

Au risque d'accident majeur, toujours minoré, s'ajoute le problème des déchets radioactifs, toujours sans solution, des dizaines d'années de fonctionnement des centrales en plus, c'est aussi des milliers de tonnes de déchets en plus. C'est aussi simple que cela.

Ces deux raisons, accident majeur toujours possible et, sans faire de catastrophisme stupide, probable, accumula-

tant de paramètres que nos nucléocrates analysent aujourd'hui. Les premières réponses se dessinent : d'abord une prétendue transparence du contrôle des activités nucléaires (rapport Le Déaut), puis une diversification des productions d'électricité, déjà imposée par l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie (sans oublier un créneau « énergies renouvelables » pour faire plaisir aux écologues), et pour finir l'argumentation écologico-économique sur « l'effet de serre » qui permet de garder le parc nucléaire en l'état, voire espérer son

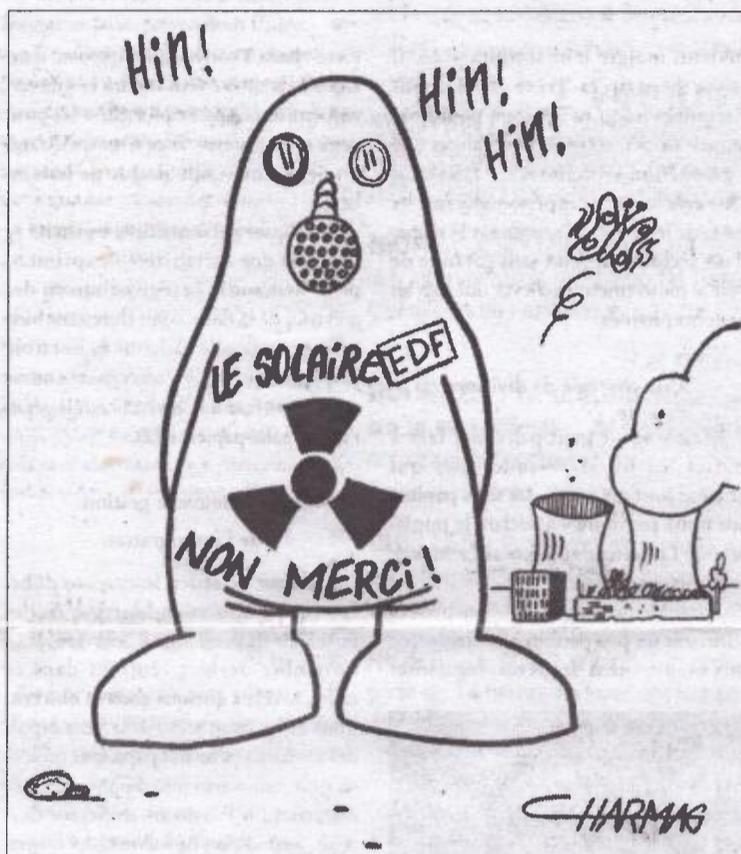
les faits permet au nucléaire de continuer son petit bout de chemin.

La lutte encore et toujours

Si le nucléaire civil est bien un échec commercial en se révélant incapable de franchir le pas de l'autonomie sur les marchés capitalistes, il n'en reste pas moins que son lien intime à la volonté de puissance étatique (le nucléaire civil est et restera toujours le rejeton du domaine militaire) assure sa survie pour de nombreuses années. Avec ce maintien du nucléaire c'est à la fois le danger de l'accident majeur qui subsiste et une accumulation ingérable de déchets hautement radioactifs. L'écologisme, qu'il soit de gouvernement ou pseudo radical, ne veut pas, pour le premier, et ne peut pas, pour le second (6), se donner les moyens d'une lutte efficace contre le lobby nucléaire. Pour nous anarchistes cette lutte doit se débarrasser de ses oripeaux écologistes, poser le problème du pouvoir et d'un projet social : Qui a décidé pour nous ? Quelle organisation de la société voulons nous ? Quel mode de démocratie ? De l'énergie pour quoi faire ? Face au danger immédiat du nucléaire la population ne peut que se trouver face à ces questions et obligée de s'y confronter.

Dans un premier temps la lutte antinucléaire ne prendra vraiment son caractère social (et plus seulement lié à une « sensibilité ») que dans les luttes de proximité, près des différents sites (centrales, usines de retraitement, lieux de stockage, mines), c'est à nous libertaires d'y être présents. En posant la revendication d'une sortie immédiate du nucléaire, nécessité sociale, environnementale et sanitaire, ne laissons pas le lourd sommeil écologiste s'étendre sur une population naïvement rassurée.

Luc Bonet (liaison Poitiers)



tion et dissémination de déchets radioactifs, suffisent à exiger et lutter pour une sortie immédiate du nucléaire. S'ajoute à ce fait que les délais « raisonnables » (pour qui ? pour les investisseurs) dans l'abandon du nucléaire sont aussi des délais accordés aux nucléocrates pour rebondir.

La situation française

On le sait il y a « l'exception française » (4). Pays le plus nucléarisé du monde et, jusqu'à hier, fier de l'être. Ici comme le faisait remarquer une journaliste allemande pas besoin de convoquer 30 000 flics comme chez nos voisins pour permettre le transport de déchets hautement radioactifs, deux motards suffisent... Le cas français est le cas d'école dans la réalisation technocratique d'un programme technologique comme le nucléaire (voir *Monde libertaire* n°1140) et il n'est pas question d'un abandon de cette filière (5). Toutefois l'accumulation des incidents, la quasi-absence de commandes de centrales pour l'exportation, le marché du retraitement qui s'effondre, sont

renouvellement et qui sait... une reprise des exportations de centrales.

« L'effet de serre » ou l'écologisme au service du nucléaire

Dans ce temps de chien qu'affrontent les nucléocrates il y a donc une embellie et celle-ci est écologiste. Les négociations intergouvernementales en cours sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (depuis Rio en juin 1992) mettent en avant le rôle positif de l'électricité nucléaire dans cette réduction. Peu importe ici de discuter l'argument en lui-même (sachant quand même que l'énergie nucléaire représente au plus 4,5 % de l'énergie consommée dans le monde), ce qui reviendrait à entrer dans la logique de racket des nucléocrates.

Ce qui est plus important est de noter l'infléchissement des écologistes face au nucléaire. En effet la politique d'abandon progressif du nucléaire prônée par les partis verts correspond à un compromis obligé pour ces partis, dans la visée du maintien ou de l'accès au pouvoir. Sous couvert de pragmatisme c'est l'abandon progressif de l'écologie, comme cela a été l'abandon de l'anticapitalisme pour les communistes et socialistes de gouvernement. Dans ce cadre là, la nécessaire réduction d'émission des gaz à effet de serre est l'argument idéal pour faire passer auprès des militants et sympathisants la pilule amère d'un abandon progressif du nucléaire. Abandon progressif qui dans

(1) Le nouveau ministre allemand en charge de la politique énergétique, Werner Mueller, n'exclut pas que l'Allemagne ait à nouveau besoin du nucléaire dans cinquante ou cent ans... (AFP, 5 novembre 1998, via: www.sortirdunucleaire.org)

(2) Il comprend notamment dans ses rangs les époux Belbéoch, physiciens et auteurs d'un livre « indispensable » : *Sortir du nucléaire, c'est possible avant la catastrophe*, Ed. Esprit frappeur, 10 F.

(3) Y compris chez les militants anarchistes pour lesquels les causes socio-politiques qui motivent le rejet du nucléaire se suffisent à elles mêmes, le risque d'accident majeur est le plus souvent éludé. Sur ce point, l'incident grave survenu à Civaux (centrale nucléaire proche de Poitiers) en mai de cette année, a montré à la plupart des militants libertaires locaux combien ils étaient encore trop inconscients devant les dangers immanents du nucléaire, disons qu'ils se sont « rattrapés » en étant à l'initiative du C.L.A.P. (Collectif de Lutte Antinucléaire Poitevin), très actif depuis.

(4) Titre de l'ouvrage de Perline, Ed. Esprit Frappeur, 10 F.

(5) Outre l'engagement exceptionnel de la France dans la filière nucléaire, on oublie trop souvent le poids du domaine militaire : les pays européens qui ont annoncé l'abandon de la filière ne possèdent pas l'arme nucléaire.

(6) Celui-ci se condamne à l'impuissance en se cantonnant à la défense des énergies renouvelables qui, à court terme, ne sont pas une solution à la hauteur des problèmes énergétiques actuels.